



SAINT-DENIS, 24 NOVEMBRE 2018

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les revendications des gilets jaunes traduisent un réel mal-être et une nécessité de se mettre tous ensemble autour d'une table pour rétablir les équilibres et trouver des solutions afin de bâtir un territoire où tout le monde pourra trouver sa place mais les blocages ne peuvent perdurer.

Nos entreprises sont asphyxiées, et certaines ont dû totalement fermer, nos salariés ne peuvent plus travailler, et les commerces menacés d'être vandalisés lorsqu'ils ouvrent !

Nous en appelons à la responsabilité collective pour stopper immédiatement cette paralysie de l'économie et cette asphyxie de nos entreprises, sans quoi notre territoire ne s'en relèvera pas et des milliers d'emplois seront totalement détruits.

Nous demandons à ce que les conditions de libre circulation soient rétablies afin que nous puissions recommencer à travailler dès lundi matin.

Nos entreprises, et particulièrement nos petites entreprises, nos artisans, ne pourront supporter une semaine supplémentaire de blocages sinon ce sont des milliers de personnes qui vont se retrouver en précarité, perdre leurs emplois, et cette catastrophe sera irrémédiable.

Ne détruisons pas définitivement tous les efforts que nous avons entrepris depuis 10 ans pour tirer la Réunion vers le haut, nous développer, nous relever de la crise et nous ouvrir sur le monde.

La Réunion est reconnue mondialement pour son savoir-vivre ensemble, ses paysages à couper le souffle et commence à rayonner mondialement par son savoir-faire économique dans des domaines tels que l'industrie de transformation issue de nos matières premières, l'agriculture, le tourisme, le digital, les énergies renouvelables, des premières mondiales dans le BTP ... des perspectives d'une île à la fois moderne et respectueuse de son environnement, qui vont s'envoler en fumée si les blocages persistent.

Oui il est temps de dialoguer pour trouver de vraies solutions, et nous, acteurs économiques, sommes favorables à l'organisation de tables rondes, mais de façon responsable, structurée, cohérente. Force est de constater l'échec des précédentes consultations, États Généraux, Conférence Économique et Sociale, Assises des Outre-mer.

Nous, représentants des entreprises, proposons aux élus, au gouvernement, aux représentants de l'ensemble des socio-professionnels et à des porte-parole clairement identifiés et légitimes de la société civile de se réunir pour travailler sur un cahier des charges et une méthode de concertation devant aboutir à des propositions communes.

Ce travail doit et ne peut se faire que dans le calme et le respect, et non par des méthodes d'intimidation et de blocages.

Nous demandons, enfin, à ce que la concertation soit menée directement par le Premier Ministre et le Président de la République, afin de garantir la légitimité des décisions qui seront entreprises.